

Madagascar  
en crise  
2001-2002

## Bibliothèque malgache

1. Marius Cazeneuve. *À la cour de Madagascar. Magie et diplomatie*
2. Charles Renel. *La race inconnue*
3. Adolphe Badin. *Une famille parisienne à Madagascar avant et pendant l'Expédition*
4. Charles Renel. *La coutume des ancêtres*
5. Gabriel de La Landelle. *Le dernier des flibustiers*
6. Prosper Cultru. *Un Empereur de Madagascar au XVIIIe siècle : Benyonszky*
7. Léo Dex et M. Dibos. *Voyage et aventures d'un aérostat à travers Madagascar insurgée*
8. Louis Catat. *Voyage à Madagascar*
9. Henry Douliot. *Journal du voyage fait sur la côte ouest de Madagascar (1891-1892)*
10. X... *Voyage du général Gallieni. Cinq mois autour de Madagascar*
11. Charles Renel. *Le « décivilisé »*
12. Etienne Grosclaude. *Un Parisien à Madagascar*
13. Jean Carol. *Chez les Hova (Au pays rouge)*

## Bibliothèque malgache contemporaine

1. John Tocke. *Demandez à Hemingway*
2. Jean-Claude Mouyon. *Roman Vrac*
3. Suzy Andrée Ramamonjisoa. *Albert Rakoto Ratsimamanga et moi. 1. L'héritage*
4. Jean-Claude Mouyon. *Beko ou La nuit du Grand Homme*
5. Jean-Claude Mouyon. *Carrefour*
6. Jean-Claude Mouyon. *L'Antoine, idiot du Sud*

Pierre Maury

**Madagascar  
en crise  
2001-2002**

**B**ibliothèque  
malgache



Depuis la crise malgache de 2009, de nombreux commentateurs font le parallèle avec celle de 2002. Dans les deux cas, des manifestations de rue se sont conclues par l'exil d'un président – Didier Ratsiraka en 2002, Marc Ravalomanana en 2009. Faute d'avoir vécu de précédents épisodes tout aussi agités, il m'est impossible de les évoquer.

En revanche, devenu, peu avant l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, correspondant du magazine « *L'Autre Afrique* », j'ai été amené à suivre de près, jusqu'à la disparition de ce titre, l'évolution politique du pays. Un certain nombre d'articles ont donc été écrits de novembre 2001 à juillet 2002 pour en rendre compte dans « *L'Autre Afrique* ». À cela s'ajoutent quelques interventions dans « *Le Soir* » de Bruxelles (la plupart reprises par « *Courrier international* »), « *Africultures* », « *France Culture* » (au moment où Olivier Péguy, correspondant à Madagascar de RFI et collaborateur pour la circonstance de « *France Culture* », avait été contraint de plier bagages sous les menaces dont il faisait l'objet) et un message envoyé à quelques proches au lendemain de la première investiture de Marc Ravalomanana, le 22 février 2002, ainsi qu'un extrait de mon « *Journal d'un lecteur* ».

L'ensemble de ces textes replacés dans leur ordre chronologique (les dates fournies sont celles de l'écriture et non de la publication) comporte évidemment quelques redites. Mais il est aussi le reflet exact de l'état d'esprit qui était le mien au fil de ces mois difficiles pour Madagascar, et de la manière dont je percevais la situation. Je ne les ai

donc pas retouchés – à l'exception de quelques virgules –, au risque de laisser apparaître des erreurs d'interprétation et des visions parfois un peu courtes. À les relire, ils ne me semblent néanmoins pas indignes.

Voici donc, pour mémoire, le récit de six mois de crise.

# Présidentielles malgaches : un duel au sommet

*(28 novembre 2001)*

Dimanche 25 novembre, Antananarivo : la campagne pour les présidentielles est officiellement ouverte, le maire de la capitale a choisi le terrain de sa première élection, remportée haut la main il y a deux ans, pour son meeting initial. Les choses ont été faites en grand au stade de Mahamasina : neuf artistes pour chauffer les 100 000 personnes qui ont convergé vers le lieu de rassemblement. Le tee-shirt à l'effigie de Marc Ravalomanana se porte avec l'enthousiasme qui convient aux amateurs de changement. Les spectateurs se sentent confortés dans leur choix déclaré, beaucoup de taxis-be (transports en commun) affichent aussi leur ralliement au candidat du renouveau.

Si Ravalomanana semble le candidat le plus sérieux contre Didier Ratsiraka, l'actuel président, il a dû passer quelques épreuves initiatiques dont la plus spectaculaire a eu lieu moins de dix jours avant l'ouverture de la campagne. Le 16 novembre, Tiko, l'entreprise familiale devenue, comme on dit, un des fleurons de l'industrie malgache, et dont on trouve les yaourts, la margarine, le fromage, les boissons, etc., partout dans la Grande Île, a fait l'objet d'un redressement fiscal dont la moindre conséquence n'était pas la fermeture de différentes unités pour trois mois. Quelques semaines auparavant, un

incendie aux origines toujours non élucidées avait détruit les locaux où la société fondée par Marc Ravalomanana avait sa comptabilité. C'était pendant que le personnel était à l'office religieux, rite presque obligatoire chez Tiko dont l'ex P.-D.G. (il a démissionné après avoir été élu à la mairie mais reste l'emblème de sa société) affiche sa foi de manière ostentatoire. Il est allé jusqu'à se déclarer candidat aux présidentielles à la sortie d'un office au cours duquel il avait prononcé l'homélie...

Mais, comme le disait Pascal Rakotomava, gouverneur de la province autonome d'Antananarivo, et par ailleurs fidèle soutien de l'actuel président – comme tous les gouverneurs des six provinces, membres du parti au pouvoir, l'Arema –, une semaine après l'annonce de la fermeture de la société, « *Tiko n'est pas fermé.* » Le boulet, que Ratsiraka démentait avoir lancé (en gros : je n'y suis pour rien, d'ailleurs je m'y serais pris autrement, j'aurais opté pour le gel des comptes en banque), était quand même passé très près, assez pour faire parler d'une décision politique qui posait le maire de Tana en martyr du régime et lui octroyait quelques faveurs populaires de plus. Marche arrière, donc...

Car, dans le duel des poids lourds que constitue l'affrontement entre Didier Ratsiraka, quatre fois vainqueur d'élections présidentielles (en 1975, 1981, 1989 et 1996) sur cinq candidatures, et Marc Ravalomanana, nouveau venu dans le monde politique auquel il n'appartenait pas il y a deux ans, tous les coups ne sont pas bons à donner, même venant du tenant du titre.

En outre, les deux hommes représentent deux générations : entre 65 ans pour le président et bientôt 52 ans pour le maire, il y a beaucoup plus que les années. Des fonctions ministérielles ont été exercées, dans le gouvernement de Gabriel Ramanantsoa, en 1972, par trois des six candidats en lice : Didier Ratsiraka y était ministre des Affaires étrangères, Albert Zafy (75 ans, président de 1992 à 1995), ministre de la Santé, et Daniel Rajakoba (61

ans), ministre de la Fonction publique. Il est assez aisé, et sans doute simpliste, de voir en eux les hommes du passé, d'autant qu'ils sont ceux d'un passé politique, tandis que les trois autres candidats semblent davantage marqués par leur réussite économique puisqu'ils sont tous patrons de sociétés : Marc Ravalomanana, bien sûr, mais aussi Herizo Razafimahaleo et Patrick Rajaonary, 46 ans tous les deux et pas pour autant égaux sur le terrain politique puisque Herizo, comme on l'appelle habituellement par son prénom, qui appartient au cabinet de Ratsiraka dès 1989, possède un parti structuré et un programme, choses rares dans le pays.

Car l'élection se joue-t-elle sur un programme ou sur des hommes ? Madagascar est un pays plus étendu que la France mais où les communications, en particulier lors de la saison des pluies qui arrive, laissent à désirer – c'est un euphémisme. Il y a un an, après les élections sénatoriales, dans une petite ville enclavée de la côte ouest, une voiture était apparue comme un véhicule fantôme, de la boue jusqu'au-dessus du toit, retour d'une tournée en brousse pour vérifier les comptages dans les bureaux de vote les plus éloignés. Ce sport va reprendre après le 16 décembre, date du premier tour des présidentielles, et nul ne sait quelles en seront les conséquences.

À Tana, la grande majorité des habitants est derrière le maire, convaincue qu'il sera élu président, sauf si... « *On ne sait pas ce qui se passe en brousse* », disait un chauffeur de taxi. Quand Ratsiraka trouve inutiles les observateurs étrangers, il répond à cette remarque – sans le dire et sans convaincre. Ailleurs, dans un bistrot populaire – encore un euphémisme –, on ne refait pas le monde autour de quelques bouteilles de bière : l'avenir se dessine sans l'avis des électeurs, quel que soit leur vote. Les illusions sont perdues, et une phrase sonne le glas de la démocratie : « *On vote, on vote, et c'est toujours la même chose.* » Les gens sont fatigués...

Alors, les gens veulent le changement. Les

inaugurations en série, dont Ratsiraka a fait son quotidien dans la dernière semaine de la précampagne, dont ses ministres avaient fait le leur dans le mois qui précède, ont beau être organisées comme des plébiscites du régime, elles ne se passent pas toujours aussi bien que prévu : à Tana, l'inauguration par le président de quelques logements dans le quartier des 67 Ha a été marquée par des échauffourées qui ont conduit quelques combattants (les uns pour, les autres contre le régime) à l'hôpital. On aimerait croire qu'il ne s'agit pas là d'un avant-goût d'une campagne musclée.

Dans les jours qui précédaient l'ouverture de celle-ci, le ton a monté. Si les deux candidats les mieux placés dans les sondages (partiels et peu fiables) évitent de s'en prendre à celui d'en face, leurs partisans ne s'en privent pas. Ratsiraka va partout en disant que son successeur devra faire mieux que lui (sous-entendu : ce ne sera pas facile), Ravalomanana déclare : « *Je ne pense qu'à mon devoir de sauver ce pays.* » À côté de ces discours rassembleurs, on en entend de plus agressifs. Contre Ravalomanana et son bilan réputé brillant de la gestion de la capitale, Lalatiana Ravololomanana, qui fut le bras droit (envahissant) du précédent maire de Tana, déclare : « *Il n'a travaillé que sur nos acquis.* » Contre Ratsiraka, l'homme à abattre pour bien des politiciens qui se sont joints, faute de mieux, à son adversaire le plus dangereux, même dans des regroupements apparemment contre nature, un ancien premier ministre, Francisque Ravony, clame : « *Je pense que c'est le seul à pouvoir écarter Didier Ratsiraka du pouvoir.* » Ce qui est bien le but, plus ou moins avoué, d'une coalition qui fait fi du vieil antagonisme entre Merina et Côtiers – Ravalomanana appartient à l'ethnie Merina, des hauts plateaux, dont aucun représentant n'a été élu président depuis l'indépendance. Des partis plutôt côtiers appuient désormais le maire de Tana dans la course à la magistrature suprême. Davantage pour le changement, auquel beaucoup aspirent en raison d'une pauvreté du

pays difficile (ou trop facile) à comprendre, que pour l'homme.

Reste à savoir de quoi demain sera fait en cas de nouveau président. Ravalomanana a imposé à Tana, sans états d'âme, des bouleversements qui ont débouché, pour certains, sur l'expropriation brutale d'habitants (dans des bas quartiers pauvres, surtout). Cette main de fer sans gants de velours fait un peu peur.

# Élection présidentielle : droit dans le mur ?

*(3 janvier 2002)*

Un astrologue traditionnel malgache, en guise de vœux, promettait des troubles politiques et sociaux jusqu'en mars. On pouvait l'annoncer sans boule de cristal. La saison cyclonique a commencé à Madagascar, avec une tempête sur la côte sud-ouest. Mais ce n'est rien au regard de l'élection présidentielle. Le premier tour du 16 décembre n'a pas encore livré tous ses résultats que quelques enseignements peuvent déjà en être tirés.

De nombreux électeurs ont le sentiment d'avoir été floués. Ils sont quand même, selon les estimations les plus basses (Ministère de l'Intérieur), près de deux millions à avoir voté pour Marc Ravalomanana, le maire de Tana. Presque tous croyaient à la victoire au premier tour. La plupart estiment qu'elle a été volée à leur candidat.

Tout concourait à leur forger cette opinion. Les premiers résultats connus, ceux de la capitale, plaçaient logiquement son maire très loin devant Didier Ratsiraka, président sortant. Dès lors, les autres villes et les campagnes ne pouvaient que rapprocher les deux candidats. Jusqu'où ? Et Ravalomanana pouvait-il descendre sous la barre des 50 % après avoir été crédité de 78,04 % à Tana dans la nuit qui a suivi le premier tour ?

Ses partisans ne peuvent y croire et hurlent à la manipulation quand le Ministère de l'Intérieur lui a donné « seulement » 46,44 % en publiant les résultats officiels

complets, contre 40,61 % à Ratsiraka.

Ils sont confortés dans leur avis par le comptage des votes effectué dans le clan Ravalomanana où, sur base des procès-verbaux, leur champion est resté à 53 %. Soit la victoire au premier tour.

Pendant ce temps, un Consortium des observateurs dépouille aussi les résultats. La valeur Ravalomanana y est en baisse constante au fil des travaux qui portent maintenant sur les deux tiers des bureaux : on n'est pas encore sous la majorité absolue mais elle ne tient plus qu'à un fil.

Devant la multiplication des résultats contradictoires, des appels solennels, ou moins solennels, sont lancés à la Haute Cour Constitutionnelle qui sera appelée à trancher. Cela va de demandes pour confronter les différentes collectes de procès-verbaux à des pressions d'autorités religieuses, en passant par la distribution de tracts portant les photos de ses membres. Par ailleurs, des manifestations de rue commencent à être envisagées.

La fraude électorale est une pratique courante à Madagascar. Mais il est difficile, sinon impossible, d'en prendre la mesure. Toujours est-il que Marc Ravalomanana vient de lancer un communiqué prévoyant, en l'absence d'observateurs internationaux, une fraude plus systématique en cas de deuxième tour. Quelques jours plus tôt, dans ses vœux à la Nation, le président Ratsiraka mettait en garde contre une dérive fasciste.

L'ambiance règne...

Une chose est certaine : l'électorat s'est reporté en masse sur un espoir de changement au plus haut niveau du pouvoir. Négligeant les chances limitées de candidats passés au second plan, il s'est concentré sur le seul capable de renverser démocratiquement Ratsiraka. C'est une véritable vague de fond et pas seulement un avertissement.

L'usure du clan Ratsiraka est réelle. Il ne se passe pas de semaine sans que des proches, voire des membres de sa famille, soient désignés comme responsables de quelques

malversations ou supposées telles. La croissance a beau être réelle sur le plan économique national, le niveau de vie de la population n'a pas changé. Et les promesses faites et refaites avec une inébranlable conviction n'ont guère laissé de traces tangibles.

En face, il y a un homme dont l'ascension économique a été spectaculaire et qui, pour sa première campagne politique, a emporté haut la main la mairie de Tana.

Le choix était donc clair pour tous ceux qui voulaient écarter l'actuel président. Pas une des personnes interrogées sur les motivations de leur vote n'a manqué de l'expliquer par cette volonté de changement. En revanche, la confiance en Ravalomanana n'est pas excessive. Mais il était le seul, disent-elles encore...

Les électeurs ont donc fait mine d'adhérer aux propos du maire de Tana qui a promis un développement rapide de Madagascar et une amélioration de vie pour tous. Mais en se gardant bien d'expliquer comment il y parviendrait. Comme il avait promis la même chose pour Tana lors des élections municipales, il est instructif de se promener dans la capitale. Quelques améliorations de façade y sautent aux yeux. En revanche, les quartiers populaires n'ont pas changé et pataugent toujours dans la boue en cette saison des pluies. Amélioration de vie pour tous ?

Pourtant, l'image du maire est bonne, et dans tout le pays. Peut-être parce qu'il apparaît comme un homme vierge des défauts qui gangrènent la classe politique malgache et empêchent la population de lui faire encore confiance. En conséquence, plutôt un membre de la société civile qu'un membre de parti.

La présidentielle se joue donc entre Ravalomanana et Ratsiraka. Il y a des règles. Seront-elles respectées ? On a aujourd'hui le sentiment que tous les coups seront permis et que plusieurs scénarios peuvent s'écrire.

L'épisode suivant sera, à coup sûr, une publication officielle des résultats par la HCC avec pour conséquence

la tenue d'un second tour. À partir de là, c'est plus flou.

Marc Ravalomanana a déjà annoncé son élection au premier tour et a même organisé un « Noël de la victoire » pour la célébrer. Il n'est pas sûr qu'il accepte d'aller vers un nouveau vote. Il pourrait, au contraire, être tenté par un coup de force. Encore faudrait-il pour cela qu'il soit suivi par la population. Et celle-ci semble assez résignée devant les débats du monde politique. Descendre dans la rue pour défendre ce qu'elle croit être la légitimité ne paraît pas l'enthousiasmer.

Didier Ratsiraka garde quelques bonnes cartes dans sa manche. À commencer par des recours en annulation de résultats à Tana. Son parti a accusé l'adversaire d'avoir fait du bourrage d'urnes. S'il y avait assez d'annulations par la HCC, cela pourrait même conduire, malgré l'invraisemblance, à une victoire du président sortant au... premier tour. Par ailleurs, les sociétés fondées par Ravalomanana sont toujours sous la menace d'un lourd redressement fiscal...

Bref, l'inquiétude règne devant un président sur la défensive et un maire trop sûr de lui. La confrontation entre les deux hommes peut déraper à tout moment. De leur propre initiative ou à celle de partisans excessifs.

Le 31 décembre, ils se sont pourtant rejoints en s'en remettant à Dieu, très présent lui aussi dans la campagne électorale. Dans une République laïque, le peuple n'aura-t-il lui aussi que ce dernier recours ?

En attendant, on compte et on recompte les voix. Un peu comme cela s'était fait aux États-Unis il n'y a pas si longtemps. En l'absence d'observateurs internationaux...